

Syndicalisme, féminisme et la nouvelle question sociale

Josiane Dragoni

Chercheuse à l'Institut de Recherches de la FSU

Cet article a été publié dans l'ouvrage Le Syndicalisme au défi du XXI^e siècle, Edition Syllepse, 2022, qui rend compte du colloque organisé par l'Institut de Recherches de la FSU en juin 2021.

Les femmes jouent un rôle manifeste dans les mobilisations protéiformes qui parcourent le monde depuis les années 2010. Dans le sillage de *Black Lives Matter*, les luttes antiracistes semblent prendre un nouvel essor. Le nouveau paradigme d'émancipation qui se dessine, renouvelant en profondeur la question sociale, interpelle à l'évidence le syndicalisme.

Syndicalisme et féminisme, des évolutions fortes, encore inabouties

Le syndicalisme a profondément modifié ses approches sur l'égalité femmes/hommes depuis les années 1990. Le mouvement social de 1995 a été ouvert par une immense manifestation féministe et il en résulta une Intersyndicale femmes CGT, FSU et Solidaires qui travaille ces questions depuis 1997, notamment lors d'un stage annuel à la participation très fournie. C'est ainsi que lors des grèves de 2003, le syndicalisme a mieux pris en compte les fortes inégalités de sexe jusqu'alors invisibilisées en matière de retraites pour l'étendre ensuite à l'ensemble des inégalités sur le plan professionnel.

Au fil des années, le secteur « femmes » de la FSU a produit des études précises sur le double plafond de verre, professionnel et syndical. En effet, malgré le statut de la Fonction Publique supposé assurer l'égalité, l'« *escalator de verre* » permet aux hommes des parcours de carrières plus favorables, ce qui conduit à de grandes inégalités. Par exemple dans l'enseignement supérieur, si 45% des maîtres de conférences sont des femmes, leur part se réduit à 27% parmi les professeurs (2019). Quant à la structure de la fédération, elle demeure très masculine malgré son champ de syndicalisation majoritairement féminin¹.

Il est vrai que le XIX^e siècle a connu le refus du salariat féminin ou l'opposition à la syndicalisation. La gauche politique et syndicale du XX^e siècle renvoyait les inégalités sexistes parmi les questions secondaires, qui seraient résolues après la prise du pouvoir. C'était considérer le féminisme comme facteur de division du salariat et la liberté individuelle comme une entrave à la lutte des classes. C'était confondre individualisme et processus d'individuation, fondé sur l'autonomie. Dans son combat pour l'égalité, le mouvement ouvrier a oublié la liberté. A partir des années 1970, le féminisme, devenu autonome, impose son *tempo* politique et social, et sans doute l'antiracisme est-il en train de suivre le même processus. Simultanément, les évolutions du syndicalisme ont été notables. Pourtant, ces questions ne réussissent pas aujourd'hui encore à irriguer pleinement le cœur de l'activité syndicale. Le fait que le mouvement ouvrier ait manqué son rendez-vous avec le féminisme pèse toujours. Aujourd'hui sans doute, la déferlante *MeToo* accélère la prise de conscience collective et les évolutions.

La nouvelle question sociale

Le féminisme et l'antiracisme ont toujours cheminé de concert. La vision universaliste d'une commune humanité s'impose progressivement dans le sillage des Lumières. Dès le 18^e siècle, l'anti-esclavagisme devient concomitant de l'expression d'une pensée féministe, portée par Condorcet ou Olympe de Gouges. La liberté et l'égalité supposent l'abrogation de la servitude, pour les esclaves comme pour les femmes. Dans la foulée de la révolution de 1848, Jeanne Deroin, qui ne manquait aucune occasion pour défier le misogynisme Proudhon, réclamait « *l'abolition de tous les privilèges de sexe, de race, de naissance, de caste et de fortune* », une démarche intersectionnelle avant l'heure.

¹ 70% chez les enseignants, et 62% en moyenne dans la fonction publique. Et pourtant jusqu'en 2010, les femmes ne représentent qu'un tiers des instances fédérales nationales et départementales, ou dans les congrès.

Les *nouveaux mouvements sociaux* des années post-1968 ont permis d'obtenir d'importantes avancées pour le féminisme malgré les fortes oppositions conservatrices à l'œuvre². Il est vrai que la droite néolibérale tolère voire promeut certaines de ces évolutions *sociétales*, dès lors qu'elle réussit à les séparer de la question sociale. C'est ce qu'elle tente de réaliser aujourd'hui en substituant au principe d'*égalité* celui de la *diversité*, ou en acceptant la mise en œuvre du principe juridique de non-discrimination, tout en veillant à ne bouleverser en rien l'ordre social³. Dans ce contexte, le moment *Me Too* apparaît comme un basculement d'importance, comme le montre la place des jeunes et des hommes dans les mobilisations, ou encore la véritable insurrection contre les violences sexuelles. La honte a changé de camp, pour devenir un cri de colère collectif et fédérateur (F. Gros). Il s'agit assurément d'une remise en cause radicale du patriarcat, peut-être des débuts d'une véritable révolution anthropologique, à un moment où l'urgence écologique est aussi devenue une évidence.

Sans doute le syndicalisme doit-il aujourd'hui affronter des questions difficiles pour concevoir de nouvelles voies de *transformation sociale* après les échecs du XX^e siècle, afin de ne plus séparer la question sociale de ses aspects dits sociétaux, et encore moins de les opposer, et de s'interroger sur la transformation sociale, écologique et féministe.

Face au choc des identités, un nouveau paradigme d'émancipation

Alors que des mobilisations variées bousculent les différents types de domination, les dominants s'emploient à diviser les mouvements sociaux. Tel est l'objet des guerres culturelles. Centrées sur le choc des identités, jouant sur les affects, elles sont destinées à polariser les débats en les enfermant dans des controverses inextricables (P. Marlière). Il s'agit d'un vieux ressort de l'extrême droite dont les idées triomphent. C'est le règne du *confusionnisme* qui atteint un niveau paroxystique en France. P. Corcuff le définit comme « la désagrégation des repères politiques stabilisés autour du clivage gauche-droite et le développement de passerelles discursives entre extrême droite, droite, gauche modérée et gauche radicale ».

L'Etat social et la démocratie sociale avaient permis de « subsumer les identités plurielles, par de puissants mécanismes de solidarité qui engageaient tous les hommes et les femmes d'un même territoire dans une communauté de destin » (A. Supiot). Or, le néolibéralisme n'a de cesse de dynamiter les solidarités et rêve de faire disparaître la justice sociale de l'horizon politique. Fort heureusement, l'aspiration à la justice sociale ne disparaît jamais. Mais en l'absence de fondement démocratique, les solidarités se recomposent sur des bases identitaires, ethniques ou religieuses, ce qui explique largement les divisions actuelles du mouvement antiraciste comme celles du féminisme. De la fabrication du *problème musulman* à la mise en avant de *l'identité nationale* portée par Sarkozy en 2007 à l'invention actuelle du *séparatisme*, la filiation est évidente. Elle alimente le fond commun d'un large arc conservateur, qui utilise le choc des identités pour mieux évacuer la question sociale.

Au sein de ces dangereuses évolutions, les bifurcations de la gauche ont été notables dès les années 80, qu'il s'agisse du thème de la sécurité (« Le Front National pose les bonnes questions ») ou de la transformation des travailleurs immigrés en beurs.. Dès lors, le face à face entre blocs identitaires fonctionnant en miroir invalide tout débat démocratique. Le bloc déterminant, celui du républicanisme conservateur, se rassemble autour de notions dévoyées, celles d'une *République* identitaire et d'une *laïcité* transformée en religion civile. C'est celui qui a écrasé les ouvriers insurgés en juin 1848 ou la Commune en 1871 ; ou celui qui considère que la République se limite à l'élection de représentants, un exercice poussé à l'extrême par le macronisme.

A l'opposé, les ouvriers de février 1848 concevaient une *République démocratique et sociale*, voulaient la liberté et l'auto-organisation du travail. Ces concepts ont continué à cheminer au sein du mouvement ouvrier, trouvant un début de réalisation à la Libération. Avancer vers une République démocratique, sociale,

² Ainsi en France, la loi sur l'avortement en 1974 a été portée par la droite au pouvoir, mais votée grâce à la totalité des voix de gauche, et une partie seulement de la droite (284 voix contre 189).

³ Par exemple, la parité au sein des conseils d'administration des entreprises ne conduit en rien à plus d'égalité sociale.

écologique et féministe du XXI^e siècle suppose de rassembler les dominés en une commune humanité, afin de refonder les nouvelles voies pour l'émancipation au XXI^e siècle. Ce qui suppose la prise en compte systématique de l'égalité et de la liberté pour tous les dominés. De ce point de vue, tirer tous les enseignements de la puissance transformatrice du féminisme aiderait à avancer. Un ouvrage récent en synthétise l'histoire et son titre le sens : « Ne nous libérez pas, on s'en charge ! ». A condition de s'emparer des questions qui aujourd'hui divisent le mouvement social, le syndicalisme et la gauche.

Quel nouvel Universel social, féministe et antiraciste ?

Nul doute que les mouvances post et décoloniales remettent en cause l'Europe, ses Lumières et son universalisme, dans les champs académique comme militant ; ou qu'en miroir, le *Printemps Républicain* ou *l'Observatoire du décolonialisme*, ou telle ou tel ministre jouent pleinement leur partition. Sortir du piège, c'est sans doute briser les miroirs ! Aucune analyse binaire n'a jamais en effet rendu compte des réalités sociales et historiques.

Ainsi, si la III^e République a produit des avancées majeures, le solidarisme, l'école gratuite et obligatoire ou la laïcité, elle a aussi instauré un empire colonial, conçu comme son prolongement naturel. Elle a justifié cet acte de conquête au nom de sa *mission civilisatrice* et de l'universalisme ; elle a institué les inégalités des races, notamment par la différenciation entre européens et populations extra-européennes. Sans oublier que, au nom de la laïcité, elle a aussi muselé le féminisme, refusant avec constance l'adoption du suffrage universel. Les peuples colonisés se sont libérés eux-mêmes, et la France n'a pas hésité à mener deux guerres coloniales. Dans le prolongement de cette histoire coloniale, sans doute l'année 2005 est-elle révélatrice de la naissance du piège politico-médiatique qui menace aujourd'hui la démocratie. La droite tentait alors d'imposer dans les programmes scolaires « *le rôle positif* » de la colonisation, et les émeutes des banlieues révélaient une jeunesse discriminée, enfermée dans des espaces ségrégués, où l'universalisme n'a jamais eu droit de cité.

Sortir de la polarisation actuelle des débats passe par la construction d'un troisième pôle, celui de l'émancipation. Les points d'appui en ce sens sont innombrables, à condition de renouer avec un universel entièrement distinct d'une république conservatrice, coloniale et de ses supposées valeurs.

Le travail conceptuel en ce sens est largement avancé. Dès 1956, *Aimé Césaire* évoquait « un universel de tous les particuliers »⁴. Pour *Achille Mbembe*, l'illusion eurocentriste est terminée, il faut inventer une pensée planétaire de la « porosité », des « enchevêtrements » ; dans le sillage du « Tout-monde » d'*Edouard Glissant*, il faut écouter et regarder le réel à partir de plusieurs mondes, à l'opposé de tout héritage « nationalitaire ». Pour *Etienne Balibar*, l'universel n'est jamais donné, mais toujours une construction, qui évolue grâce aux contestations des exclus, femmes, ouvriers, colonisés... L'universel ne saurait être un terme de la lutte, mais plutôt le lieu même de la lutte. À l'opposé d'une pensée en surplomb, il faut y incorporer les différences et les singularités, chercher de nouvelles solutions dans l'invention démocratique. Sans doute cet universel a-t-il été en action lors des mobilisations dans le sillage de *Black Lives Matter* aux Etats-Unis et dans le monde en juin 2020.

Les prémisses d'un XXI^e siècle *écologique, féministe et cosmopolite* existent déjà. La lutte des femmes de l'hôtel Ibis de Batignolles, les recherches foisonnantes en sciences humaines et sociales en France et dans le monde, dans leur pluralité et leurs débats académiques offrent un bel ensemble à travailler pour le syndicalisme : dépasser les contradictions, construire avec d'autres, lier la défense au quotidien des salariés et les nouvelles voies de l'émancipation pour en finir avec l'exploitation de l'humain et de la nature... En somme, il s'agit de refonder la première et la deuxième besogne, dans la perspective de libérer de l'exploitation l'humanité, la nature et donc aussi le travail.

Bibliographie (Table-Ronde 3).

⁴ Lettre à M Thorez, annonçant sa démission du PCF, 1956.

Balibar Etienne, Des universels. Essais et conférences, 2016.

Bechtold-Rognon Evelyne *et al.* (Coord), Toutes à y gagner, Vingt ans de féminisme intersyndical, 2017.

Corcuff Philippe , La Grande Confusion. Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées. 2021.

Dalençon Alain, Dragoni Josiane, Drevon Jean-Michel, Histoire de la FSU, Dans la cour des grands (1997-2010), 2019.

Gros Frédéric, La honte est un sentiment révolutionnaire, 2021.

Institut de Recherches de la FSU, Des femmes et des luttes pour changer le monde, Regards Croisés n° 36, 2020.

Lapeyre Nathalie *et al.*, Le genre au travail, Recherches féministes et luttes de femmes, 2021.

Marlière Philippe, Une importation américaine en France : les guerres culturelles réactionnaires, Blog de Mediapart (<https://blogs.mediapart.fr/philippe-marliere/blog/030521/une-importation-americaine-en-france-les-guerres-culturelles-reactionnaires>)

Pavard Bibia, Rochefort Florence, Zancarini-Fournel Michèle, Ne nous libérez pas, on s'en charge, 2020.

Policar Alain, L'inquiétante familiarité de la race, 2020.

Policar Alain, L'universalisme en procès, Le Bord de l'eau, à paraître en novembre 2021.

Supiot Alain, La force d'une idée, 2019.

Lépinard Eléonore, Mazouz Sarah, Pour l'intersectionnalité, Anamosa, 2021.